

Bulletin du G.S.I

(*Groupe Socialiste Internationaliste*)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs IV^e Internationale
N°66 - MARS 2007 - 2 EUR



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Présidentielle 2007 ?



Licenciements...

ALCATEL-LUCENT ESPAÑA
¡ SI al EMPLEO en EUROPA! ¡ NO a las DESLOCALIZACIONES !
OIU à L'EMPLOI en EUROPE NON aux DELOCALISATIONS !

Délocalisations...



Mobilisation !!!

Sommaire du n° 66

- ✓ Edito. : Licenciements, délocalisations et mobilisations sur fond de campagne présidentielle. p.2
- ✓ Non à la destruction de nos acquis sociaux - (ProBTP). p.4
- ✓ Combat des sans papiers - Interview de Dié. p.5
- ✓ Facs. - Contre la privatisation et les pôles d'excellence... p.6
- ✓ Tribune libre - FSEUL p.7
- ✓ Economie. p.8
- ✓ Sommet Afrique-France... p.11
- ✓ Portugal - Mobilisation contre le gouvernement. p.12
- ✓ Déclarations de la LIT-QI - Haïti. p.13
- ✓ Déclarations de la LIT-QI - Irak. p.15

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O
BP 66
94311 ORLY CEDEX FRANCE
(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique
(E-Mail) nouvelle adresse :
contact@gsi-litqi.org

Site Web (nouvelle adresse) :
<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le
25 mars 2007

Directeur de la publication :
J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

Licenciements, délocalisations et mobilisations sur fond de campagne présidentielle

Airbus, Alcatel-Lucent..., la liste des Entreprises qui licencient et délocalisent est longue en cette période de campagne présidentielle.

Ainsi, le plan « Power 8 » d'Airbus, de restructuration et d'économies, implique la suppression de 12 500 emplois (4 300 en France), dont la moitié chez les sous-traitants, et la cession au moins partielle de six usines. Dans la région Pays-de-Loire, les sous-traitants d'Airbus représentent 12 000 emplois répartis entre 180 entreprises. On comprend, dès lors, l'ampleur des manifestations et de la mobilisation contre « Power 8 », synonyme de chômage et de précarité pour des milliers de travailleurs et leurs familles. Ainsi, début mars à Toulouse, environ 15 000 personnes ont manifesté contre ce plan. Sur les autres sites français d'Airbus, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées contre « Power 8 ».

Le vendredi 16/03/2007, d'après Le Monde, « la mobilisation des salariés européens d'Airbus en réaction au plan "Power 8", qui prévoit 12 500 suppressions de poste, a été un succès. » Et l'article de préciser : « 20 000 salariés d'Airbus (10 000 selon la police) ont défilé dans le centre d'Hambourg. A l'usine de Laupheim, dans le sud de l'Allemagne, plus de deux mille salariés ont fait une chaîne humaine autour des bâtiments, portant un cœur peint en rouge sur lequel était écrit "Airbus". En Espagne, environ 80 % des 9 000 salariés ont participé à des rassemblements devant les sept sites du groupe. En France, des rassemblements ont eu lieu près de Toulouse (entre 5 500 et 7 000 salariés en grève), sur les sites de Nantes, Saint-Nazaire et Méaulte (4 000 salariés en grève) et à Paris, où quelques centaines de salariés parisiens d'Airbus et une délégation belge ont manifesté devant le siège de la maison-mère EADS. »

Les salariés d'Alcatel-Lucent, eux aussi,

se sont mobilisés par milliers (environ 5 000 venus de toute l'Europe) contre la suppression de 4 500 postes en Europe (au total 12 500 postes dans le monde), dont 1 468 postes en France. « Derrière une banderole unitaire « Pour l'emploi en Europe et contre les délocalisations » (...). Venus de France par cars entiers de Bretagne, de Toulouse, de Normandie, d'Alsace, de la région parisienne, mais aussi d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, des Pays-Bas et de Belgique, les manifestants se sont dirigés vers le siège social. » (20 minutes, du 16/03/07).

La nécessité d'avoir une politique et une organisation internationalistes ; la nécessité de poser une alternative politique et syndicale de classe, capable d'aider réellement les luttes des travailleurs à lever tous les obstacles à la mobilisation, sont une urgence. A défaut, les bureaucraties syndicales, nationalistes par nature, risquent de mener les travailleurs à l'impasse et à la division. Comme lors du conflit de Renault Vilvoorde, et de ce qu'on a appelé la première eurogrève, les travailleurs exigent l'unité par-delà les frontières. Ce sont les bureaucraties qui divisent et distillent le poison nationaliste.

Après la chasse aux chômeurs, la chasse aux statistiques sur le chômage est ouverte...

Licenciements, délocalisations et - malgré tout- résistance des travailleurs et de leurs alliés. On comprend mieux, dès lors, l'acharnement du gouvernement pour étouffer les statistiques du chômage ; la situation, surtout en période électorale, étant déjà explosive. Ainsi, après avoir tenté de nous vendre sa propagande nauséabonde sur une supposée reprise de l'économie, et donc une baisse du chômage, le gouvernement ne sait plus à quel saint se vouer.

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

En effet, les travailleurs et les jeunes n'ont qu'à ouvrir les yeux autour d'eux, pour constater une dégradation des conditions de vie (malheureusement de survie, pour beaucoup...) et de travail. Pas besoin d'être un spécialiste pour constater, au quotidien, une paupérisation croissante de la classe ouvrière. La lutte pour la survie, ici en France, est une réalité pour des millions d'individus. Ceux qu'on appelle les travailleurs pauvres le ressentent chaque jour dans leur chair.

Voilà pourquoi, pour la première fois depuis 20 ans, les données du chômage pour 2006 seront publiées... après les élections. Une décision prise « sur la base de considérations techniques et en toute indépendance », d'après le directeur de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). En ces moments de crise politique et institutionnelle, la bourgeoisie a une fâcheuse tendance à violer sa propre légalité... Le collectif *Les Autres Chifres du Chômage* (ACDC), qui regroupe associations et syndicats, affirme, quant à lui, que le chômage touche 9,5% de la population active. Et ACDC d'ajouter : « à partir de juin 2005, les innovations se sont multipliées dans la façon de gérer les chômeurs, pour bousculer les demandeurs d'emploi hors des catégories utilisées pour les statistiques officielles. ».

Le gouvernement dispose, d'après Libération du 08/03/2007, de « huit astuces pour faire baisser le nombre des sans-emploi ». Le gouvernement peut : « 1) radier les chômeurs ; 2) laisser se développer l'emploi précaire ; 3) multiplier les convocations, multipliant ainsi par 3 la probabilité que le demandeur ne se présente pas au rendez-vous ; 4) durcir les conditions d'indemnisation ; 5) dispenser de recherche d'emploi ; 6) envoyer en formation ; 7) pousser le chômeur à créer son entreprise, peu

importe le risque d'échec important ; 8) encourager le congé parental. ».

A bon entendeur..., salut.

Exploitation + Chômage + Misère sociale et morale = suicide

Cette équation pourrait résumer la situation actuelle de la classe ouvrière ; en même temps, c'est un résumé de la fameuse affirmation de Trotsky au sujet des forces productives. Oui, le capitalisme tue tous les jours. La destruction des forces productives se traduit par un énorme gâchis humain et social, sans précédent.

« Une personne par jour se suicide au travail en France », selon le conseil économique et social, titrait Aujourd'hui en France, du 14/03/2007. Révélé par les affaires de suicides au travail, en particulier chez Renault et EDF, ce chiffre glace le sang et nous renvoie au combat quotidien de tous les militants syndicaux de classe qui luttent pour la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

Ce constat, terrible, est lié directement à un autre facteur, politique celui-là : l'impasse dans laquelle se trouvent les conflits sociaux collectifs, par la faute des bureaucraties syndicales et politiques. « Il avait du mal à se défendre lorsque sa hiérarchie le prenait à partie » (Le monde du 17/03/07), a témoigné la femme d'un ingénieur de 39 ans qui s'est suicidé au technocentre de Renault à Guyancourt. Père de famille, il s'est donné la mort devant des dizaines de collègues, en se jetant du cinquième étage. « Renault n'a pas le droit à l'échec, mais un salarié peut échouer », avait déclaré cyniquement Carlos Ghosn, PDG de Renault.

L'individualisme, produit de la course à

la survie, laisse des millions d'individus sans défense, seuls face aux DRH, seuls face aux PDG prédateurs et à leurs plans de licenciements ou de réorganisation. C'est là, un fait qui renvoie chacun à ses responsabilités... Hors la lutte collective et la solidarité de classe, point de salut. Hors le socialisme, point d'avenir.

Les travailleurs de l'usine PSA Peugeot-Citroën d'Aulnay-Sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui entrent dans leur troisième semaine de grève, ont raison de se battre. D'après Le Monde du 17/03/07 : « Entre 400 et 500 salariés ne travaillent plus depuis le 28 février, empêchant la sortie d'environ 7 000 Citroën C2 et C3, soit 40 % des véhicules qui devaient être produits ces quinze derniers jours sur ce site. A l'origine du conflit, des revendications salariales réclamant une augmentation mensuelle de 300 euros au lieu des 26 proposés par la direction. ».

26 euros d'augmentation mensuelle ! Une misère, une insulte contre tous les travailleurs.

Bien loin des calculs des petits et des grands appareils politiques, bien loin de la présidentielle et des instituts de sondage, des millions de travailleurs et de jeunes se battent, chaque jour, pour vivre dignement. Et tous ceux qui tentent de sonder la classe ouvrière et de pronostiquer tel ou tel résultat, feraient bien de fermer leur caquet.

Comment s'exprimera la rage des exploités ? Quel chemin - détourné - prendra leur colère ? Nous ne le savons pas, nous n'avons pas de boule de cristal. Par contre, nous sommes sûrs d'une chose, c'est que cette rage finira par s'exprimer.

La lutte des classes vient donc s'inviter de façon fracassante sur les plateaux de télévision, bouleversant le « dîner de cons » des présidentiables.

Dernière minute - Communiqué du GSI

Mardi 20 mars, une descente de police a été organisée rue Rampal dans le XIX^{ème} arrondissement de Paris en vue de l'arrestation du grand père d'élèves scolarisés à l'école maternelle ; un sans papiers d'origine chinoise. L'arrestation s'est produite à proximité de l'école. Un affrontement violent s'est produit entre la police d'une part, les parents d'élèves et enseignants d'autre part lorsque ces derniers ont voulu s'opposer à l'arrestation.

Des gaz lacrymogènes ont été utilisés en présence des enfants par des policiers accompagnés de chiens. Ces incidents ont été photographiés et filmés.

Le vendredi 23 mars, la directrice de l'école Rampal a été gardée à vue pendant sept heures au commissariat d'arrondissement pour

« outrage et dégradation en réunion » (sic !). Suite au rassemblement d'enseignants et de parents d'élèves indignés devant le commissariat, le parquet de Paris a ordonné la remise en liberté de la directrice d'école. Les syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves ainsi que le réseau éducation sans frontières (RESF) appellent à un rassemblement lundi 26 mars à 18 heures devant le rectorat de Paris.

Nous soutenons cette initiative pour mettre un coup d'arrêt à toutes ces « rafles », d'autant plus qu'elles sont organisées à proximité d'écoles ou de soupes populaires, utilisées par les flics pour piéger les sans papiers.

Le 25 mars 2007

Caisse de retraite complémentaire du bâtiment et des travaux publics (ProBTP)

Non à la destruction de nos acquis sociaux

Le MEDEF réclame sans relâche un nouveau contrat de travail débarrassé de toutes les contraintes actuelles, totalement flexible, sans encadrement légal, un « contrat unique », facile à rompre, sans procédure. Un CNE généralisé ! Mais pour cela, il faut en finir avec le code du travail et les conventions collectives.

Pour répondre à ces exigences, en fidèle serviteur des directives européennes, le gouvernement Chirac Villepin Sarkozy avait failli faire adopter par ordonnances, en mai juin 2006, un nouveau code du travail épuré de toutes contraintes pour les patrons. La mobilisation de millions de travailleurs et jeunes contre le CPE l'avait obligé à reculer. Mais les capitalistes n'ont pas renoncé à reprendre d'une main, ce qu'ils ont été obligés de concéder de l'autre sous la pression de la lutte de classe.

Le code du travail et les conventions collectives sont plus que jamais menacés ; ils se trouvent au centre de la campagne électorale.

C'est pour ces raisons que l'Association d'employeurs des caisses de retraite complémentaire, composée des directeurs généraux de 14 groupes de protection sociale et présidée par le directeur général du GIE AGIRC-ARRCO, n'hésite pas à dénoncer à l'unanimité de ses membres, et en pleine campagne électorale, la Convention Collective Nationale des salariés des régimes de retraite et prévoyance. 28 000 salariés en sont concernés

Ces groupes, poussés à se restructurer pour mettre en œuvre la capitalisation, se comportent de plus en plus en véritables compagnies d'assurances, pour

être les premiers sur le marché de la concurrence. Ils s'éloignent à grands pas de leur vocation première - d'organismes de protection sociale basée sur la solidarité entre générations-, pour ouvrir la voie à une protection sociale à deux niveaux.

Guillaume Sarkozy, le nouveau délégué général d'une des principales caisses de retraite, met en pratique ses principes de leader du MEDEF : « Médéric étant sur un marché compétitif, je me suis rapidement rendu compte de la nécessité d'insuffler un esprit d'entreprise au sein de cette institution pour qu'elle puisse lutter à armes égales avec les acteurs du privé avec lesquels elle est en concurrence ».

Les restructurations remettent en cause des emplois, mais aussi les qualifications. La mise en place des nouveaux outils informatiques, appelés cyniquement « l'usine retraite », va dégrader considérablement les conditions de travail des salariés de la profession, avec une augmentation importante de la productivité et une dévalorisation des métiers.

« Lutter à armes égales », pour les employeurs c'est toujours plus de flexibilité, des salaires plus bas, individualisés, liés à la productivité. Pour y parvenir, il faut se débarrasser du « carcan » que représentent la convention collective et les accords d'entreprises.

Depuis des mois, les fédérations syndicales, CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC négociaient un nouvel accord de classifications et rémunérations et ce, sous la menace constante des employeurs de dénoncer la convention collective. Pourtant, à aucun moment elles n'ont fait appel aux salariés pour peser dans

cette négociation.

Rien d'étonnant, alors, à ce que le projet soumis à signature remette en cause tous les accords d'entreprise spécifiques aux rémunérations, et plus favorables que la Convention Collective, en place dans les institutions. Ce projet programme donc une baisse importante des rémunérations. Néanmoins, la fédération CGT a attendu fin janvier pour alerter les salariés, sans pour autant leur proposer un appel à la mobilisation.

En fin de course, la CGC signe l'accord, tandis que les fédérations CGT, FO et CFDT (cette dernière, après moult hésitations), font valoir leur droit d'opposition pour empêcher sa mise en œuvre.

Résultat, les employeurs dénoncent la Convention Collective, disposition qui sera effective le 09 décembre 2007. Une interfédérale aura lieu le 22 mars, où toutes les fédérations syndicales seront présentes. Vont-elles se laisser enfermer dans de nouvelles négociations, comme le souhaitent les employeurs, et ce, pour aboutir à un nouveau dispositif conventionnel qui serait forcément à la baisse, voire qui sonnerait le glas d'une convention unique des personnels des caisses de retraite ? Ce serait impensable !

Les fédérations syndicales doivent jouer leur rôle et ne pas laisser les salariés isolés dans leurs institutions. Elles doivent, dans l'unité, appeler à la mobilisation des travailleurs, pour exiger le maintien de la convention collective et des accords d'entreprise.

Marinette

Non au démantèlement de la Convention Collective Nationale !

Le GSI sur la toile :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Interview de Dié, militant du GSI, actif dans les combats des sans-papiers depuis un an et demi

Les présidentiables nous font tous part du sort qu'ils comptent réserver aux sans-papiers. Nous avons demandé à Dié quel était son opinion quant à l'état de la lutte des sans papiers, quelques mois après Cachan.

Nicolas Sarkozy vient d'annoncer la future création d'un « ministère de l'immigration et de l'identité nationale ». Qu'est ce que t'inspire une telle annonce ?

Dié : Pourquoi construire un tel ministère, alors que l'immigration a toujours existé ? Sans les étrangers, et en premier lieu ceux issus de l'empire colonial français, la France ne serait pas ce qu'elle est : en premières lignes pour défendre ce pays dans les boucheries guerrières, ce sont eux que l'on appelle, ensuite, pour reconstruire le pays.

On connaît les accords entre la France et l'Afrique sur l'immigration. Tout est fait pour que les intérêts des entreprises françaises soient préservés dans les pays africains et ce, sur le dos de leurs habitants. Les étrangers vont payer les conséquences d'un tel ministère : son nom est explicitement xénophobe.

Quand on sait que le discours nationaliste sur le « mérite » d'être français est largement repris, même par des secteurs de gauche, on doit s'attendre à encore plus de diabolisation des étrangers et des Français d'origine étrangère. Cela m'inquiète pour mes proches et pour notre avenir en France. Cela veut dire que l'on sera encore plus policés et contrôlés.

L'immigration est un enjeu pour les présidentielles, c'est clairement un discours nationaliste et raciste que choisit Sarkozy. Il a déjà prouvé que, chez lui, les discours dans ce genre de dossier sont malheureusement suivis des actes.

Les sans-papiers sont exploités, contraints au travail au noir et à vivre cachés. Pourchassés dans la rue, sur leur lieu de travail, dans les foyers, ils ne sont en sécurité nulle part : même les enfants sont traqués dans les écoles. Un tel ministère signifie une augmentation intensive des rafles et de la répression contre les sans-papiers.

Où en est aujourd'hui la lutte des sans-papiers ?

Dié : Cette lutte des sans-papiers n'est pas née d'aujourd'hui. Ce sont des collectifs qui se sont créés pour se mobiliser contre les lois racistes et pour aider les sans-papiers à lutter pour la régularisation. En 1996, des familles ont squatté l'église Saint-Bernard dans le 18^{ème} et une grande grève de la faim s'y est déroulée. Au final, nous n'avons eu que des arrestations, des expulsions, et peu de régularisations. Mais ce mouvement avait ouvert la voie à une coordination nationale ; coordination qui, aujourd'hui, est divisée en plein de collectifs locaux.

18 août 2005 : expulsion du plus grand squat de France, à Cachan. 10 ans après Saint-Bernard, même scénario. Les familles ont vécu plus d'un mois entassées dans un gymnase prêté par le maire PS de la ville. Soutenues par 40 jours de grève de la faim, leurs revendications étaient la réquisition des locaux militaires de Limeil-Brévannes et la régularisation des sans-papiers. Suite à la mobilisation contre le CPE, ce squat a remis un peu de lumière sur la lutte des sans-papiers. Aujourd'hui, ils sont régularisés au cas par cas, éparpillés et divisés dans toute l'Ile-de-France. On compte à ce jour plus d'une cinquantaine d'expulsions parmi les sans-papiers de Cachan.

Malgré cela, les collectifs sont toujours aussi divisés. Certains font du bon travail, mais ce travail reste trop local.

Il faut signaler l'apparition de RESF, ou d'initiatives de jeunes, comme la Clé (Coordination lycéenne et étudiante pour les sans-papiers), qui montrent que les Français ne sont pas racistes et qu'ils sont prêts à se mobiliser. Mais la loi est tellement rigide et répressive que ce travail est de plus en plus difficile, sans une réelle mobilisation nationale pour la régularisation des sans-papiers.

Pour toi, quel est avenir pour la lutte

des sans-papiers ?

Dié : Il faut se mobiliser ! **Il faut construire l'unité de la jeunesse et des travailleurs** derrière les sans-papiers. Si on a perdu à Cachan, c'est à cause du DAL, de la LDH, de SOS Racisme et de France Terre d'Asile, qui, parce que qu'ils étaient divisés, ont divisé les sans-papiers.

Selon le protocole d'accord signé par le maire de Cachan et le représentant du squat, les 297 sans-papiers devaient avoir un logement et être régularisés. SOS racisme a négocié directement avec le ministère de l'intérieur. Moins d'une semaine après les accords, l'expulsion s'est déroulée avec les suites que l'on connaît. Cela démontre que sans vraies organisations, qui soient prêtes à lutter jusqu'au bout pour la régularisation de tous les sans-papiers, nous ne pourrions pas sortir les collectifs de leurs combats locaux.

Que signifie le mot d'ordre de régularisation globale ?

Dié : La régularisation par sélection des immigrés sans-papiers, sur la base de critères la plupart du temps cumulatifs, est injuste et arbitraire. La régularisation sur critères, aussi bien que celle au cas par cas, permet de faire le tri entre des « bons » et des « mauvais » immigrés, vouant les éléments les plus fragiles et précarisés de la population à l'expulsion et la misère. Cela, d'autant plus depuis le nouveau CESEDA et son esprit d'« immigration choisie ».

La régularisation globale est de nature à assécher provisoirement le marché du travail illégal, à la différence des régularisations au cas par cas. Suite à la régularisation partielle de 1997, nombre de régularisés ont perdu leur emploi illégal antérieur, par refus de leur employeur d'assumer le coût des charges sociales ou un salaire supérieur, ce qui a facilité une offre de main d'œuvre au noir abondante. Les nouveaux régu-

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

larisés se sont retrouvés plus précaires et moins payés, ce qui a compromis le renouvellement de leur carte temporaire. Il apparaît donc indispensable de réclamer une régularisation avec délivrance de la carte de 10 ans, ouvrant

sur une complète égalité des droits.

Ceci montre d'abord que les capitalistes cherchent, de toutes manières, des travailleurs sans-papiers pour pouvoir les exploiter. Les risques pour un patron d'embaucher un sans-papier ne sont rien devant les risques que le sans-

papier prend tous les jours, juste pour pouvoir vivre et toucher un salaire. Mais surtout, ceci montre que l'abolition des frontières pour les travailleurs et les jeunes est une revendication nécessaire, à l'heure où seuls les capitaux sont libres de circuler.

Solidarité, unité avec les sans-papiers !

Régularisation de tous les sans-papiers !

Contre la privatisation de l'enseignement supérieur : mobiliser tout de suite ou s'en remettre aux élections ?

Une lutte amorcée

Les jeunes militants du GSI, qui se battent au sein de la FSEUL, continuent sans relâche à construire un outil, indispensable aux luttes étudiantes. Un rassemblement d'une trentaine de personnes a été organisé le 1^{er} mars devant le ministère de l'éducation nationale, pour apporter 1200 signatures récoltées par les militants FSEUL et par des étudiants qui ont relayé les pétitions contre la mise en place des pôles d'excellence. Comme le ministère a refusé de recevoir la délégation, qui avait prévu de demander des comptes au gouvernement, le syndicat a décidé d'approfondir et d'élargir sa campagne.

Nous pensons que cette lutte contre les pôles d'excellence est un combat qui peut rassembler et mobiliser ; les faits nous le prouvent. En effet, plusieurs assemblées générales ont déjà remis en cause des rapprochements opérés par les universités. L'assemblée générale de Rennes, en novembre 2006, a appelé au démantèlement des PRES ; et Paris-3, qui s'inquiète d'une éventuelle fusion avec la Sorbonne P-4, a commencé à remettre en cause l'Alliance Paris-Universitas.

Le 7 mars dernier, une assemblée générale à Aix lançait un appel national à la mobilisation, le 8 mars, des étudiants, personnels et enseignants. De plus, nous pouvons compter d'ores et déjà sur des réunions qui se mettent en place à Paris-8, autour du thème des PRES et de la fusion avec P-13 au sein de - Université Paris-Nord.

Dans ce contexte, le rôle des organisa-

tions de jeunesse est primordial, si l'on veut vite mettre un arrêt à la privatisation rampante de l'éducation. Après le rapport Hetzel, et les déclarations de Villepin quant à la hausse des frais d'inscription, c'est au tour de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) de nous livrer ses souhaits, pour une privatisation de l'enseignement réussie.

De nouvelles attaques programmées

La Conférence des Présidents d'Université a publié les propositions sorties de son dernier colloque, du 14 au 16 février à Metz. Cela fait un certain temps que ces chantres de la privatisation de l'enseignement supérieur nous rabâchent leur discours sur la nécessaire autonomie des universités. Il faut se souvenir de la tentative avortée, en 2003, de la loi de « modernisation universitaire » qui devait, notamment, instaurer des conseils « d'orientation stratégique » pour diriger les facs comme des entreprises.

Dans un document appelé « l'université est une chance », la CPU nous livre ses nouvelles préconisations pour aller vers « l'université de demain », chère à Villepin, et en profite pour nous remettre la vieille rengaine de l'autonomie sur la table. Sur les 20 propositions, la 9^{ème} peut résumer à elle seule toute l'ambition du document : le gouvernement doit « *préparer une loi d'orientation et de programmation définissant l'engagement de l'Etat pour l'université du 21^{ème} siècle. Dans ce cadre, donner aux universités une autonomie pleine et*

entière et une gouvernance efficace, préciser leurs nouvelles missions, réviser les règles d'organisation interne, définir les modalités de leur évaluation et renouveler les formes de la démocratie universitaire et de la citoyenneté étudiante » : en d'autres termes, il faudrait mener à sa conclusion le processus de privatisation de l'enseignement supérieur amorcé par le LMD et renforcé par le Pacte pour la Recherche.

Une telle loi serait un cadre idéal pour développer les pôles d'excellence d'un côté, et instaurer partout ailleurs une sélection accrue de la jeunesse, en fonction des besoins à courte vue de l'économie capitaliste ; sans que plus personne n'ait son mot à dire.

Mobilisation ! Tous ensemble ! MAINTENANT !

Alors qu'il serait du devoir de toute organisation étudiante - un tant soit peu « de lutte » - d'organiser, partout où elle le peut, des assemblées générales sur le sujet des pôles d'excellence, nous ne rencontrons que des directions frileuses, pour lesquelles il ne faut surtout pas mobiliser. C'est ainsi que les autogestionnaires de Sud-Etudiant, par exemple, freinent le processus de mobilisation. Lors d'une réunion sur la mise en place des PRES, qui s'est déroulée à Paris-8/St-Denis mercredi 14 mars, un représentant de Sud a refusé d'inviter les étudiants de Paris-3 en lutte, prétextant que les problèmes des deux universités ne sont pas les mêmes.

(Suite page 7)

(Suite de la page 6)

L'autogestion serait donc incompatible avec l'unité dans la lutte ?

D'une autre manière, l'on a pu entendre, de la part de militants JCR au sein de l'UNEF (moins d'une semaine après une AG qui a réuni près de 400 personnes à Censier/Paris-3), qu'il n'y avait « rien de concret pour faire le mouvement », prétextant des vacances scolaires qui démarreront 4 semaines plus tard, mais surtout, et surtout, en rappelant le contexte d'élection présidentielle.

Alors qu'un esprit de lutte s'installe dans les universités, ils préconisent de créer « des commissions qui bossent pour des débats de manière large », « d'informer, d'attendre », « pour préparer l'année prochaine un gros mouvement ». Un militant m'a même expliqué qu'ils comptaient qu'une prochaine loi soit votée pour mobiliser.

Les étudiants devraient donc attendre les présidentielles, puis les législatives, les vacances d'été, puis attendre encore une loi du nouveau gouvernement, qui

accentuera seulement ce qui existe déjà, pour pouvoir enfin compter sur l'aide de ces militants ?! Pendant tout ce temps d'attente, on nous prévient que « les gens ne seront pas nombreux ». Et ils comptent, en plus, démoraliser ce petit nombre dans des pseudos commissions/débats.

Quels débats « de manière large » y aurait-il à instaurer, alors que la mise en place des pôles universitaires détruit nos facs dès aujourd'hui ? « L'orientation active » n'est-elle pas instituée dans les lycées ? La « gouvernance » des actuels pôles, dans lesquels ne siègent ni enseignants/chercheurs, ni personnel, ni étudiants, n'est-elle pas déjà autonome ? L'Ecole d'Economie de Paris (qui regroupe Paris-1, l'EHESS, l'ENS, l'INRA, et l'école des ponts et chaussée) n'a-t-elle pas un capital de 4 millions d'euros, apporté par une multinationale française et des fondations privées ? **C'est aujourd'hui qu'il faut se battre, parce que c'est aujourd'hui que sont appliquées les dernières mesures de privatisation de l'enseignement. De-**

main, il sera trop tard.

Pour les révolutionnaires, les élections doivent être utilisées comme tribune pour propagandiser le programme du parti et pour servir les luttes en cours. La JCR les utilise, au contraire, comme argument pour ne pas mobiliser ! Leur vision électoraliste de la vie politique, les empêche de voir le plus important : des milliers de jeunes qui cherchent à se battre, qui cherchent des solutions contre la précarité du travail et la dégradation des conditions d'étude, qui cherchent un outil efficace pour se battre contre la barbarie que nous impose le capitalisme à l'échelle du monde. Pour tous ces jeunes, les vieux appareils politiques, comme la LCR et le PC, ne sont plus une alternative valable.

A nous, à présent, de construire cette alternative, un parti révolutionnaire qui se batte pour le socialisme. Et ce parti se construira dans les luttes, dans la mobilisation permanente des jeunes et des travailleurs.

Greg

NON AUX POLES D'EXCELLENCE !

NON A LA PRIVATISATION !

NON AUX TENTATIVES DE DEMORALISATION ! A BAS L'ELECTORALISME !

CONSTRUISONS L'UNITE DE TOUTE LA JEUNESSE ET DES TRAVAILLEURS !

MOBILISONS TOUT DE SUITE ! MAINTENANT !

T r i b u n e l i b r e

Fédération Syndicale Etudiante Unitaire et Laïque

Contre la privatisation de l'enseignement

Après la délégation du 1er mars au ministère de l'éducation nationale...

La privatisation des facs est en train d'aboutir. Après la destruction de la valeur de nos diplômes par les ECTS/LMD, le regroupement/fusion des universités par la mise en place des pôles d'excellence achève le processus de Bologne. Devant l'urgence de la situation au sein des universités la FSEUL a accéléré sa campagne contre les pôles d'excellence autour d'une pétition appelant les étudiants à se mobiliser contre la destruction de l'enseignement supérieur. Avec plus de 1200 signatures sur des dizaines d'universités (Paris 1, 3, 4, 6, 7, 8, Nantes, Sofia-Antipolis (Nice), Montpellier...) cette pétition a donné la mesure de la disposition des étudiants de se battre contre les pôles d'excellence.

Afin d'exiger des réponses aux revendications des étudiants, une délégation a porté la pétition au ministère de l'éducation nationale avec la demande d'être reçu et entendu par la direction générale de l'enseignement supérieur.

Malgré la présence de plus d'une trentaine d'étudiants et de lycéens au sein de la délégation, le ministère n'a pas daigné nous recevoir. Ce qui n'enlève rien au succès du rassemblement qui a permis de confirmer la dynamique créée par la campagne de signatures.

Aujourd'hui c'est à tous les étudiants de se saisir de la lutte contre les pôles d'excellences pour défendre leurs droits ; le droit à s'inscrire dans l'université et la filière de leur choix, le droit à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire ; Ces droits ne peuvent être garantis que par la défense inconditionnelle d'une université publique, laïque et gratuite pour tous !

Non à la mise en place des Pôles d'excellence !

Signez et faites signer la pétition de la FSEUL !

En 1997, le krach boursier commencé en Asie avait été présenté, dans un premier temps, comme une simple « correction » du marché ; de même que, fin février, le recul de la bourse de Shanghai, quand l'écho de ce séisme a commencé à se faire sentir dans le monde. Ce type de communications rassurantes est destiné aux « petits porteurs » qui, eux, ont vocation à payer les pots cassés dans le monde de la finance. Mais les travailleurs savent que, en définitive, ce sont eux qui paieront les frasques des gangsters capitalistes, alors que ces derniers sont à la recherche d'une solution à un problème qui n'en a pas : comment enrayer la baisse du taux de profit du capital, alors que la masse de capitaux ne cesse de grossir.

Depuis l'éclatement de la « bulle Internet », dernier avatar spectaculaire de la « crise asiatique », les capitaux spéculatifs cherchent désespérément un placement rentable. Les mouvements anarchiques de cette monstrueuse accumulation de capitaux fictifs s'évaluent désormais en une nouvelle monnaie : le « tera-dollars », le préfixe « tera » signifiant que l'unité de mesure est le millier milliard. Terrifiant.

Dans « *Le nouveau mur de l'argent : essai sur la finance globalisée* », François Morin ⁽¹⁾ donne pour l'année 2002 le chiffre de 1 155 tera-dollars de liquidités qui transitent sur les marchés financiers à l'échelle du monde, dont seulement 32,4 correspondent à des transactions sur les biens et les services.

En d'autres termes, en 2002, les règlements de biens et les services n'ont représenté que 2,8% des flux financiers. Le reste, 97,2%, étaient essentiellement des mouvements spéculatifs. Spéculatifs, il faut le souligner, puisque la haute finance n'attache pas à la notion d'investissement le même contenu que le « grand public ».

En effet, pour les spéculateurs tout placement, même de très courte durée, est considéré comme « investissement ». Aussi, des montants gigantesques s'échangent instanta-

nément à l'échelle du monde, mais de cette addition de mouvements financiers, seulement une faible part se rattache à des investissements industriels ; et encore faudrait-il discerner ce qu'il en est réellement.

Un rapport édifiant

Le rapport 2006 de la *Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement* (CNUCED) a fait le bilan de l'investissement direct à l'étranger (IED) pour 2005. Ce document, qui étudie la provenance et la destination des investissements internationaux, révèle des éléments édifiants.

Pour faire court : pour 2005, l'IED se situe à 916 milliards de dollars, avec +29% par rapport à 2004. Cependant, cet IED est resté en dessous des 1400 milliards enregistrés en 2000 (alors que le « bulle internet » enflait considérablement). Le rapport précise que « *comme dans les années 90, l'essor récent des IED s'explique par la multiplication des fusions-acquisitions internationales, notamment parmi les pays développés* » (c'est nous qui soulignons, NDLR). Toujours par rapport à 2004, la valeur de ces opérations a augmenté de 88% pour atteindre 716 milliards de dollars, et leur nombre (6134), a progressé de 20%.

Pour l'ensemble des IED, les capitaux proviennent, premièrement et dans l'ordre, des cinq pays suivants : Pays-Bas, France, Royaume-Uni, Japon et Allemagne. Ils sont destinés, toujours dans l'ordre, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, à la Chine, à la France et aux Pays Bas. De toute évidence, soulignons-le au passage, les entreprises chinoises appartiennent donc de plus en plus à des capitalistes étrangers ; ce qui relativise d'autant le discours sur la « concurrence » des pays d'Asie.

Le rapport aborde les « pays en développement » du point de vue de l'augmentation de leurs investissements à l'étranger. Pour leurs avoirs extérieurs, on ne sera pas surpris de trouver dans le groupe de tête... les Iles Vierges britanniques, derrière Hong-Kong, mais devant la Fédération de Russie ; ainsi

que... les Iles Caïmans, derrière la République de Corée, mais devant le Mexique. Des paradis fiscaux notoires, connus pour être peu regardants sur l'origine des fonds qui y sont déposés avant d'être... « investis » ? De toutes façons, pour la CNUCED c'est du pareil au même ; l'argent n'a pas d'odeur.

On ne sera pas surpris non plus d'apprendre que les ressources naturelles ont été les premières destinataires de ces IDE : six pays d'Afrique, producteurs de pétrole, ont reçu à eux seuls 48% de l'ensemble destiné au continent ! On peut y ajouter l'acquisition d'une banque sud-africaine par une autre banque, anglaise celle-ci, et comptant pour près de 20% du total des IDE en Afrique. Dans le même ordre d'idées, les IDE vers « l'Asie de l'ouest » ont bondi de 85%, des investissements dont les Emirats arabes unis et la Turquie ont été les premières destinations.

La nébuleuse des « sociétés transnationales » (ou STN) est constituée de 70 000 sociétés mères plus 770 000 filiales étrangères qui ont généré 4 500 milliards de dollars de « valeur ajoutée ». Soixante-treize des cent premières ont leur siège dans cinq pays : Allemagne, Etats-Unis, France, Japon et Royaume-Uni, l'industrie automobile, la pharmacie et les télécommunications occupant une place prépondérante parmi ces 100 transnationales.

Encore quelques chiffres

Le tableau serait incomplet si on ne signalait ici que le budget militaire de l'impérialisme US s'établit, pour 2007, à 490 milliards de dollars (+48% depuis 2001). La dette publique US atteint 8 833 milliards détenus, à 57%, par les marchés financiers et les particuliers. Aux Etats-Unis comme en France, ceux qui paient le moins d'impôts, et contribuent à creuser le déficit public, sont les mêmes qui prêtent à l'Etat de quoi équilibrer son budget. En général, ils comptent aussi parmi les principaux clients de l'Etat, pour les commandes d'armement par exemple.

(Suite page 9)

(Suite de la page 8)

Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Aux USA, tous les « indicateurs » sont au rouge : toutes les balances sont déficitaires (budget, commerce, paiements), et le chômage se maintient très au-dessus des chiffres officiels : les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent. La « locomotive de l'économie mondiale », comme l'appellent les économistes de cour, est en réalité son boulet : **les flux de capitaux entrant aux USA sont essentiellement destinés à financer ce monstrueux déficit ; la fuite en avant, les expédients y sont la règle ; la croissance du PIB y est artificielle. En réalité, aux USA comme dans le monde entier, le pillage impérialiste, le parasitisme accru, la surexploitation des travailleurs sont les seuls moyens, pour les capitalistes, de tenter de maintenir leurs taux de profits.**

L'impérialisme US est-il un cas isolé ? Non, il n'est que l'expression la plus achevée de l'état de décadence du système capitaliste et de la classe sociale dominante, la bourgeoisie, qui mène le monde au bord du gouffre.

Officiellement, le chiffre d'affaire de l'automobile approchait de 2 400 milliards de dollars (en 2005), celui du pétrole s'établissait à 1 150 (en 2004), celui de l'armement à 1 120 (en 2005), et celui des stupéfiants à 320 (en 2003)...

Il en ressort que, hormis l'automobile (ou les télécommunications) et le secteur hautement spéculatif des matières premières (le pétrole ou le gaz), les principaux marchés sont parasitaires : l'armement et les stupéfiants. Les stupéfiants sont cependant à rapprocher de la pharmacie qui, nous l'avons vu plus haut, figure parmi les principales activités des sociétés transnationales. Du point de vue de la légalité, dans chaque pays ou au plan international, la frontière est floue entre ces deux secteurs ; tout comme, par ailleurs, dans le secteur de l'automobile, dont une part des transactions peut très bien masquer des véhicules à usage militaire, de l'armement.

Autrement dit, dans tous les secteurs d'activité - industrielle et agricole -, les aspects parasitaires tendent à se répan-

dre rapidement sous la pression de la haute finance avec, comme corollaire et pour alimenter ce parasitisme, la nécessité de rentabiliser le capital en faisant pression sur le travail. **Le capital ne survit qu'en détruisant les forces productives, dont la principale : l'homme.**

La rentabilité n'est donc maintenue que par la fuite en avant dans les fusions, et leurs charrettes de licenciements (Bayer-Schering, Alcatel-Lucent, Arcecor-Mital etc.). Avec le cas d'Airbus, la preuve est faite que, du point de vue capitaliste, sur deux constructeurs aéronautiques dans le monde, l'un est de trop.

Au bord du gouffre.

Des millions de familles étasuniennes se sont endettées à des taux énormes pour se loger. Ces logements servent de garantie pour des prêts à la consommation ⁽²⁾, ou bien pour acheter à crédit des actions qui, pour beaucoup de ménages et en l'absence de tout système de retraite, représentent le seul moyen d'épargner pour les vieux jours. Un système, cependant, très risqué pour les travailleurs (et même pour les petits-bourgeois) qui, en cas de licenciement, de divorce ou de décès, ne se retrouveront qu'avec des dettes comme résultat.

Car en réalité, les sociétés immobilières et des fonds internationaux spécialisés spéculent sur ces garanties comme sur d'autres titres de créance et, tant que les prix de l'immobilier montent, ils s'engraissent, la valeur des créances augmentant.

Au cours de l'été 2006, les acheteurs se faisant rares, les prix ont commencé à baisser localement et puis, de plus en plus largement, provoquant une tendance à vendre au plus vite..., à un moment où personne ne veut acheter. Conséquences : les travailleurs ne peuvent plus payer leur dette sur l'achat de leur logement, mais en plus, les garanties pour leurs autres dettes disparaissent... ; alors que les spéculateurs spécialisés dans ce genre de « placements » cherchent à « sauver leurs billes » en catastrophe, en amplifiant à leur tour le mouvement de baisse, avec toutes les répercussions possibles sur les autres « compartiments » spéculatifs...

Contrairement à 1997, à l'été 2006 le bal s'est ouvert aux USA, pour conti-

nuer cet hiver en Chine... Il se terminera en Europe et aux USA, c'est certain.

Quelle alternative ?

« Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » (Programme de Transition de la IV^{ème} Internationale, 1938).

Pour sa part, et après avoir tenté une stérilisation posthume de K. Marx en 2005 (*Karl Marx ou l'esprit du monde*), Jacques Attali, ancien conseiller de F. Mitterrand, s'est livré à un exercice fort goûté des salons littéraires télévisuels nocturnes, dans un style très franco-français. Cette fois, Attali s'est livré à une sorte de roman politique d'anticipation (*Une brève histoire de l'avenir*) où il décrit la catastrophe qu'il pense voir venir. Financier avisé, il prédit la fusion très rapide, à l'échelle du monde, des activités légales et illégales sous forme d'un grand marché sans contrôle.

Il entrevoit des progrès techniques considérables mais aussi l'explosion des inégalités, la multiplication des guerres et de grands mouvements de populations planétaires. Enfin, il présente un grand affrontement, une sorte d'Armagedon dans le plus pur style biblique d'où, aux environs de 2050, devrait sortir vainqueur La démocratie. Aussi, pour conjurer la prophétie, il ne voit que... l'émergence d'un grand gouvernement démocratique mondial pour... réguler le marché devenu mondial et omnipotent.

Après J. Delors ou J. Stiglitz, social-démocrate convaincu, J. Attali, qui votera Royal, vient à son tour au secours de l'utopie réactionnaire, celle qui voudrait que, hors du marché, il n'y ait point de salut.

(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

Cette utopie, on la nomme « économie sociale de marché », « domestication du capitalisme sauvage », « démocratie jusqu'au bout », « barbarie douce », ou comme on voudra. Selon ces sociaux-démocrates, l'alternative serait entre, d'un côté, les néo-conservateurs alliés aux ultralibéraux (en France, Sarkozy), avec un « marché » libre de faire ce que bon lui semble ; et, de l'autre côté, les sociaux démocrates alliés de démocrates sincères (en France, Royal et compagnie) avec un marché « domestiqué »..., « social », peut-être ?

Cependant, dans les deux termes de l'alternative posée par J. Attali, il y a un

facteur commun de trop : le marché, le capitalisme ; puisque la survie du capitalisme, qu'il soit « sauvage » ou « social », c'est l'enfoncement de l'humanité dans la barbarie. Ce n'est donc pas une alternative. La véritable alternative est la suivante : ou bien la survie du capitalisme, qui menace celle de l'humanité ; ou bien le renversement révolutionnaire du système capitaliste, la socialisation des moyens de production et d'échange à l'échelle du monde, la République universelle des conseils ouvriers et paysans.

Le seul combat qui mérite d'être mené est celui pour la victoire du second terme : la révolution socialiste. Dès lors, les forces productives étant libé-

rées de l'exploitation et de l'oppression, l'humanité pourra travailler à résoudre, une fois de plus (mais, désormais, à une échelle jamais vue auparavant et avec tous les moyens de s'y consacrer), le plus grand problème qu'elle a toujours eu à résoudre : celui de sa survie.

1) Professeur de sciences économiques à l'université de Toulouse I, F. Morin a été membre du Conseil Général de la Banque de France et du Conseil d'Analyse Économique. Voir le site d'ATTAC France : <http://www.france.attac.org/spip.php?article6918>

2) En France, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour aller dans ce sens. Cela s'appelle le crédit hypothécaire rechargeable... Le Crédit Foncier a lancé quelques ballons d'essai début 2006 pour trouver des pigeons.

(Suite de la page 11)

leurs profits records sur les cadavres des morts africains, décédés faute d'accès aux médicaments génériques. Non seulement l'Afrique est pillée de ses ressources naturelles, mais elle stocke maintenant la plupart des déchets les plus polluants des industries occidentales⁽⁴⁾ : la boucle est bouclée, l'Afrique paye deux fois son tribut à l'enrichissement de quelques firmes transnationales.

De nombreux gouvernements occidentaux expriment leur « inquiétude » ou leur « préoccupation » vis-à-vis de la situation africaine, le dernier sommet Afrique-France était d'ailleurs axé sur le thème de « l'équilibre du monde ». En cette période d'élections, les candidats à la présidence de la République ont évoqué la situation de l'Afrique en évitant soigneusement de toucher à la racine du mal : l'impérialisme. Est-ce donc par le renforcement des cyniques

forces de « maintien de la paix » de l'ONU, qui sont en réalité les forces de maintien de l'ordre impérialiste, que l'Afrique pourra « émerger » ? Est-ce par le co-développement prôné par Ségolène Royal, co-développement des profits entre capitalistes français et despotes africains, que l'Afrique va « démarrer » ? Est-ce par une « révolution écologique » que l'Afrique échappera à la barbarie des impérialistes ?

L'Afrique s'enlise dans le remboursement des généreux prêts des pays impérialistes : Aujourd'hui, l'Afrique a déjà remboursé plus de quatre fois le montant de la dette de 1980. Les paiements ne concernent plus que les intérêts des emprunts. Le pillage continue...

Il n'existe qu'un seul outil pour que les masses africaines puissent mettre un terme aux ravages du capitalisme, c'est l'organisation des travailleurs africains en partis de classe, en partis révolution-

naires unis sous le drapeau de la quatrième internationale, dans l'unité avec les travailleurs des métropoles impérialistes. Il n'existe qu'une perspective, face au prolétariat africain, pour s'émanciper définitivement du colonialisme : c'est la construction des Etats-Unis Socialistes d'Afrique !

Rémy

1) Informations : <http://www.pressafrique.com/>

2) Voir l'internationaliste n°65

3) Dernier exemple en date : la fusion européenne du laboratoire belge UCB et du fabricant allemands de médicaments génériques, Schwarz Pharma. Rappelons ici que les crimes des multinationales pharmaceutiques ensanglantent sans distinction l'Asie, L'Amérique Latine et le Moyen-Orient.

4) Le 19 Août 2006, plusieurs tonnes de déchets hautement toxiques (hydrogène sulfuré, mercaptans..) ont été déversées dans une décharge publique d'Abidjan. Ils provenaient du raffinage pétrolier européen. Plus de 6000 personnes ont été intoxiquées.

**A BAS L'IMPERIALISME :
TROUPES FRANCAISES, HORS D'AFRIQUE !
ANNULATION DE LA DETTE !
LIBRE DETERMINATION DES PEUPLES D'AFRIQUE :
POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'AFRIQUE !**

Pour contacter le GSI :
contact@gsi-litqi.org

Sommet Afrique-France de Cannes : Le festival du pillage impérialiste

Les 15 et 16 février 2007 se tenait à Cannes le 24^{ème} sommet Afrique-France. Réunissant autour de Jacques Chirac la plupart des dirigeants des Etats Africains, cette rencontre avait un double objectif. Dernière grande manifestation franco-africaine avant la fin du règne chiracien, elle devait reconsolider les liens entre l'impérialisme français et ses alliés africains mais égale-



ment envoyer un signe fort aux concurrents impérialistes (Etats-Unis, Royaume-Uni...) qui bataillent pour gagner ou agrandir leur part du gâteau Afrique. Le défunt Empire colonial français n'aura pas laissé qu'un goût amer aux capitalistes qui, du commerce d'esclaves au pillage des ressources naturelles, avaient fait de l'Afrique un des ferments du développement du capitalisme français. L'abandon du pouvoir politique par l'occupant colonial n'a pas remis en cause les intérêts de la bourgeoisie au sein des anciennes possessions françaises.

Sans revenir en détail sur plus d'un siècle d'exploitation forcenée du continent africain par la bourgeoisie française, donnons un exemple du « rôle positif de la colonisation » : le massacre, en 1960, du peuple Bamiléké ⁽¹⁾ au Cameroun (les estimations varient entre 300 000 et 400 000 morts) par l'armée française, en tant que direction des forces camerounaises. Aujourd'hui, les conflits qui ensanglantent l'Afrique sont les conséquences d'un siècle de politique coloniale fondée sur l'asservissement et le développement de rivalités « interethniques » souvent inexistantes avant l'établissement du pouvoir colonial. La politique du « diviser pour mieux régner »....

Les travailleurs africains n'ont cessé de résister aux impérialistes, et ce malgré les récurrentes trahisons de la plupart des dirigeants indépendantistes. Si l'Afrique peut s'enorgueillir d'avoir donné certains des plus grands leaders de la lutte anti-impérialiste (Lumumba), le rôle criminel du stalinisme dans les

luttres d'émancipation nationale a grandement contribué à la non remise en cause des intérêt économiques de l'impérialisme. Denis Sassou N'Guesso en est un exemple éloquent : dirigeant du Parti Congolais du Travail (PCT, d'obédience stalinienne), il fut au coeur des relations entre les transnationales françaises présentes au Congo Brazza (Total, ex-Elf...) et l'Etat français. Et c'est grâce au soutien sans faille de ce dernier, que N'Guesso s'est maintenu au pouvoir. Aujourd'hui, le commerce congolais est contrôlé quasi-exclusivement par des étrangers ; le bois et le pétrole, principales exportations, sont tous deux exploités par des compagnies françaises.

Les forces de l'impérialisme français en Afrique

Environ un tiers de l'armée française se trouve en Afrique, plus de 11 000 hommes. 8 600 sont présents au titre de forces prépositionnées (dites de prévention) répartis dans une dizaine de pays (Tchad, Côte d'Ivoire, Togo, Cameroun...). Ces troupes ne restent pas l'arme au pied, que ce soit pour protéger les intérêts capitalistes (Tirs sur une manifestation en Côte d'Ivoire) ou appuyer un partenaire africain en difficulté (Bombardements au Tchad).

Afin de sauvegarder son pré carré en Afrique, l'impérialisme français a su, au lendemain de la « décolonisation », maintenir à sa botte les Etats issus de ses ex-colonies. Grâce à deux outils complémentaires : les accords de coopération militaire qui permettent le stationnement permanent de troupes françaises en Afrique (voir encadré 1), et le franc CFA qui donne autorité à la France dans la gestion monétaire des

économies des pays de la zone CFA. A ce titre, le remboursement de la « dette » (voir encadré 2) stagne et maintient les économies africaines sous tutelle. Plus récemment, les accords passés entre Nicolas Sarkozy et les présidents du Sénégal, Abdoulaye Wade, et du Mali, Amadou Toumani Touré, afin qu'ils sélectionnent en amont les migrants selon les critères établis par la loi dite

de l'immigration choisie, confirme la soumission des dirigeants africains aux diktats de l'impérialisme français.

Cependant, la grève générale en Guinée ⁽²⁾ a prouvé la volonté des masses africaines à lutter. Et les récentes manifestations au Zimbabwe résonnent comme un écho de la lutte acharnée des travailleurs guinéens. Mugabe, dirigeant zimbabwéen, bloque la réforme agraire qu'il avait lui-même engagée. Après avoir appelé à l'expropriation des fermiers blancs, il a confisqué la plupart des terres, redistribuées par la suite à son entourage, une nomenklatura qui spolie et s'enrichit par l'exploitation d'immenses domaines agricoles, alors que le peuple peine à se nourrir. La réponse populaire aux vols et aux privations est un modèle de combativité. Mais le « soutien » de différents pays occidentaux à la résistance au régime de Mugabe ne doit leurrer personne, car les terres fertiles de ce pays aiguisent toujours bien des appétits parmi les grandes firmes agro-alimentaires.

Aujourd'hui, tandis que les conditions d'existence du prolétariat mondial se durcissent, la fin de la croissance des forces productives se vérifie dramatiquement en Afrique. La saturation des marchés conduit le capitalisme à détruire les forces productives face à la nécessité vitale de maintenir ses taux de profit. Un exemple parmi d'autres : les laboratoires pharmaceutiques qui opèrent aujourd'hui un vaste processus de concentration du capital ⁽³⁾ réalisent

(Suite page 10)

Portugal

Mobilisation massive des travailleurs contre la politique du gouvernement

Le 2 mars dernier, une des plus importantes manifestations depuis la révolution de 1974 a eu lieu à Lisbonne. A l'appel de la CGTP (Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses), près de 150 000 personnes sont descendues dans la rue, pour s'opposer à la politique menée par le gouvernement PS du premier ministre Socrates. Pendant près de cinq heures, des travailleurs et des jeunes venus de tous le pays ont défilé dans les rues de la capitale portugaise, pour finir la parcours devant l'Assemblée de la République (parlement portugais). La manifestation était composée environ à un tiers de travailleurs du privé et à deux tiers de fonctionnaires.

Le cortège du privé regroupait, en outre, des ouvriers en lutte contre les suppressions de postes, contre les fermetures d'usines, ou encore pour le paiement des arriérés de salaire. Il y avait également des employés, des travailleurs immigrés, ainsi que des cortèges de villes ou de quartiers s'opposant à la fermeture des services d'urgences ou des écoles. Parmi les fonctionnaires, les travailleurs de l'administration locale (équivalent de la fonction publique territoriale) et les enseignants étaient les plus nombreux, suivis par les travailleurs de la santé, les postiers, les cheminots, etc. Les principaux mots d'ordre des fonctionnaires étaient contre la remise en cause de leurs statuts.

La volonté d'unité entre travailleurs du privé et du public se faisait sentir dans les mots d'ordre. C'était le cas, par exemple, du cortège venu des Açores dont la banderole de tête disait :

La politique du gouvernement Socrates touche également les immigrants portugais en France

Dans le cadre de la réforme de l'administration publique menée par le gouvernement Socrates, plusieurs dizaines de consulats sont amenés à fermer. En tout, près de 15 consulats portugais dans le monde doivent être remplacés par... un portail internet. La France, où résident plus d'un million de Portugais et de descendants de portugais, est particulièrement touchée par ces fermetures: les consulats de Nogent-sur-Marne, Versailles, Orléans et Tours doivent disparaître. Pour la seule région parisienne, qui compte plus de 300 000 Portugais, il ne subsisterait plus qu'un seul consulat, contre trois aujourd'hui.

Ces fermetures ont déjà provoqué une mobilisation des Portugais de France: le 4 mars 6 500 personnes ont manifesté dans tout le pays. Le 18 mars, ce sont plus de 5 000 personnes qui ont défilé à Paris, entre République et Bastille.

« travailleurs du public/travailleurs du privé : tous ensemble ».

La politique de Socrates

Cette manifestation massive est le fruit de la politique menée par le gouvernement Socrates depuis son arrivée au pouvoir. Lors des élections législatives de 2004, le PS a obtenu la majorité absolue au parlement, en rejet de la politique menée par la coalition sortante PSD/CDS-PP. Or, en arrivant au pouvoir, non seulement le PS n'a pas remis en cause les mesures prises par le gouvernement sortant, mais il a accentué la politique de casse des conquêtes ouvrières et des services publics. Une des premières mesures prises par Socrates a été d'augmenter l'âge de départ à la retraite. Actuellement, le gouvernement veut mettre fin aux contrats collectifs dans les entreprises privées. Les attaques sont également dirigées contre les fonctionnaires. Par exemple, le gouvernement veut que les professeurs aient des contrats de travail individuels – autrement dit, des contrats de droit privé – ou encore, que les fonctionnaires qui seraient évalués deux fois de manière négative, puissent être licenciés.

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement mène également une politique de fermeture massive des écoles, des services de maternité et des services d'urgences principalement dans les zones rurales.

L'ensemble de ces mesures correspond, d'une part, à la volonté de satisfaire les intérêts de la bourgeoisie en faisant baisser la coût du travail et, d'autre part, à la volonté de réduire les dépenses

publiques, pour satisfaire les critères de convergences du traité de Maastricht fixant la limite du déficit budgétaire à 3% du PIB.

Cette politique a entraîné un aiguïsement de la lutte des classes au Portugal. Depuis plusieurs mois, les mouvements de grève se multiplient notamment dans l'industrie, contre les délocalisations et les licenciements ; dans les transports, contre la fin des contrats collectifs et la baisse des salaires ; ou encore dans l'éducation publique, contre l'individualisation des contrats. Au mois d'octobre dernier, une manifestation avait déjà réuni près de 100 000 personnes ; et quelques jours auparavant, 30 000 enseignants étaient descendus dans la rue.

Les travailleurs s'organisent, aussi, contre la fermeture des services d'urgences ou des maternités : quelques jours avant la manifestation du 2 mars, plusieurs milliers de personnes ont bloqué une des principales routes entre le nord du Portugal et l'Espagne, en signe de protestation.

Quelles Perspectives ?

Après cette mobilisation massive, dont l'ampleur a dépassé les prévisions des directions syndicales, la question qui est posée aux travailleurs est celle de la perspective. Lors du meeting de fin de manifestation, Carvalho da Silva, secrétaire général de la CGTP, a annoncé de nouvelles mobilisations et journées de manifestation : le 28 mars, journée de mobilisation des jeunes travailleurs et manifestation à Lisbonne; au mois de juin, mobilisation pendant le sommet de l'Union Européenne qui se tiendra au nord du Portugal, dans la ville de Guimarães ; au mois d'octobre, manifestation pendant le sommet européen de Lisbonne.

Cependant, la perspective de l'unification des luttes et des revendications n'a même pas été mentionnée par le dirigeant de la CGTP ; et encore moins, les moyens de construire la grève générale.

Mathieu

Les troupes de l'ONU hors d'Haïti !

Récemment, de terribles nouvelles ont commencé à être connues révélant le caractère des forces d'occupation des casques bleus de l'ONU en Haïti (MINUSTAH). Durant l'attaque commandée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la nuit du 24 janvier (ainsi que les nuits suivantes), 400 soldats, soutenus par des hélicoptères, ont pénétré les quartiers les plus pauvres de Port Prince, la capitale, avec des véhicules blindés et des fusils automatiques d'un haut potentiel de feu. On estime que cette attaque a causé au moins 70 morts et des dizaines de blessés, bon nombre d'entre eux étant des enfants. (Rebelión, 10/02/07).

Un des secteurs les plus affectés a été Cité Soleil, où 300 000 personnes vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Non contents d'assassiner des habitants sans défense, les hélicoptères de l'ONU ont détruit tous les réservoirs fournissant l'eau pour la région. La MINUSTAH a des camions-citerne pour le transport, mais l'organisation HIP (Haïti Information Project) a révélé qu'ils avaient confié la gestion de l'eau à des spéculateurs privés qui la revendent, ce qui oblige la population à marcher plusieurs kilomètres pour remplir un sceau d'eau.

Ce massacre est dans la continuité de l'action répressive que la MINUSTAH mène dans le pays. Cette fois elle est allée plus loin au point que, indépendamment des révélations faites par les organisations des droits de l'homme, l'ancien ambassadeur américain, James Foley, a mis en garde son gouvernement contre « l'utilisation démesurée de la force de la part de l'ONU ».

Un régime colonial

Haïti est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique avec des indicateurs sociaux-économiques semblables à ceux des régions les plus pauvres d'Afrique. Sur ce continent, le destin du pays et de sa population serait probablement condamné à l'oubli. Mais Haïti fait partie des Caraïbes, une région clé pour

l'impérialisme américain, qui la considère comme son « arrière-cour », où il se donne le droit d'intervenir politiquement et militairement. La précédente invasion des « marines » a eu lieu en 2004 pour renverser le Président Jean-Bertrand Aristide, un prêtre catholique qui, en 1986, avait gagné en prestige dans les quartiers pauvres de Port Prince, pendant la lutte qui avait jeté à bas la dictature sanguinaire de Duvalier.



Voilà comment un régime colonial sous occupation militaire a été installé. Peu de temps après cela, et afin de permettre à Bush de concentrer son effort militaire en Irak, les marines ont été retirés et remplacés par les casques bleus de l'ONU (environ 10 000 soldats amenés par le Brésil avec la participation de troupes venant d'Argentine, du Chili, et de l'Uruguay, entre d'autres). L'intention était de déguiser l'occupation impérialiste au moyen de troupes de « pays frères » venus du continent.

En 2006, dans le cadre de l'occupation et comme un moyen de déguiser le caractère colonial de la vraie situation, des élections présidentielles ont eu lieu. René Préal a battu le candidat soutenu par l'impérialisme (Leslie Manigat) ce qui a signifié - dans les faits - une défaite pour l'impérialisme. Défaite qui a été possible parce que les haïtiens se sont mobilisés massivement. Aussi bien les résultats électoraux que la mobilisation, ont démontré qu'il y avait une vraie colère contre l'occupation. Même si Préal agit en tant que marionnette de l'occupation, la résistance

est toujours présente.

Les vraies raisons de ces massacres

Le prétexte utilisé par l'ONU pour justifier cette attaque est « la chasse aux bandes de criminels » qui agissent dans ces quartiers. Mais dans la réalité, ces bandes ont « le feu vert » des casques bleus pour que régulièrement elles agissent en tant qu'escadrons de la mort contre les activistes qui se battent contre l'occupation, et c'est, avec la complicité de la MINUSTAH.

La haine de l'occupation s'est constamment accrue et elle est devenue manifeste lors des actions de masse contre la MINUSTAH et le gouvernement de Préal. Par exemple : le 16 décembre dernier, comme nous pouvons le voir dans une vidéo de la HIP, « plus de 10 000 personnes se sont mobilisées dans Cité Soleil en criant : « A bas Préal ! », et en exigeant le retour d'Aristide, la fin de l'occupation militaire et la libération des prisonniers politiques ». Des manifestations semblables ont eu lieu dans d'autres quartiers de la capitale et dans plusieurs autres villes dans le pays. La presse étrangère rapporte aussi le renforcement du mouvement de Lavala, liée à l'ancien Président Aristide. En conclusion, les massacres font partie de l'effort pour accroître l'occupation et contrôler le pays contre une situation que *Le Monde* (27/12/06) décrit comme « Le chaos règne en Haïti ».

Les domestiques de Bush

Nous considérons particulièrement révoltant le fait que la majorité de troupes de la MINUSTAH ont été fournies par les gouvernements de Lula, Kirchner, Bachelet et de Tabaré Vázquez, et que celle-ci soit sous commandement du général brésilien José Elito Carvalho Siqueira. Les peuples latino-américains ont une grande dette historique de gratitude envers Haïti, la première nation indépendante sur ce conti-

(Suite page 14)

(Suite de la page 13)

ment (grâce à une révolution de ses esclaves noirs), et qui a octroyé l'asile et l'aide financière aux leaders de la lutte contre la colonisation espagnole tel Francisco Miranda et Simon Bolivar. Maintenant les présidents de ces pays, comme de véritables laquais de l'impérialisme payent leurs dettes en participant à l'invasion militaire et à la répression criminelle de la population haïtienne. Même l'administration d'Evo Morales fait partie de ce crime. Andrés Solís Rada, ancien ministre bolivien des hydrocarbures et de l'énergie, dénonce qu'Evo « a bloqué toutes tentatives d'empêcher les troupes boliviennes d'être envoyé au Congo et en Haïti » (Rebanadas de realidad, 19/01/07).

La MINUSTAH dehors !

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale exprime sa solidarité et son soutien le

plus total dans la lutte de la population haïtienne contre l'occupation par la MINUSTAH et pour restaurer la souveraineté du pays. Nous dénonçons et condamnons ces massacres comme étant une nouvelle preuve du degré de cruauté que peut atteindre l'impérialisme pour la défense de ses intérêts. De ce point de vue, nous sommes totalement en accord avec le rapport émis par le coordonnateur du Comité Démocratique Haïtien en Argentine lorsqu'il exige « la fin des massacres et le retrait immédiat du MINUSTAH ».

Nous appelons toutes les organisations qui se réclament anti-impérialistes et démocratiques, à mettre en oeuvre une campagne unitaire d'information, de rassemblements et de manifestations sur ces points. Nous appelons tout ceux qui condamnent l'invasion de l'Irak à répéter la même unité pour Haïti contre l'occupation impérialiste qui est identique, même si pour Haïti elle est dégui-

sée avec des casques bleus.

Cette campagne est particulièrement nécessaire dans des pays latino-américains tels que le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et la Bolivie pour exiger que leurs gouvernements cessent d'agir en tant que laquais de Bush et retirent leurs contingents armés. Nous nous adressons très particulièrement aux centrales ouvrières dans ces pays (CUT brésilienne, COB bolivienne, CTA argentine et PIT-CNT uruguayenne) lesquelles, indépendamment de leur position générale en ce qui concerne ces gouvernements, occupent une place centrale dans cette campagne.

Sao Paulo, 14 Février 2007

**Secrétariat International de la Ligue
Internationale des Travailleurs -
Quatrième Internationale**

La MINUSTAH hors d'Haïti !

Exigeons des gouvernements Lula, Kirchner, Bachelet, Tabaré et Evo,

le retrait immédiat de ses soldats !

Vive la lutte du peuple haïtien !

La LIT-QI sur la toile :

<http://www.litci.org/>

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date :

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles

Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Troupes impérialistes, hors d'Irak et Afghanistan !

Retrait immédiat des casques bleus de l'ONU du Liban et d'Haiti !

Tout notre soutien à la victoire de la résistance Irakienne !

Quatre ans après le début de l'occupation militaire en Irak, une journée internationale aura lieu dans les prochains jours, pour exiger le retrait immédiat des troupes impérialistes. Cette mobilisation intervient au moment où Bush s'affaiblit aux yeux de tous, l'ensemble de sa politique pour le Moyen-Orient s'étant avérée un échec ; pour preuve, sa récente défaite lors des élections législatives aux USA. La possibilité d'une défaite militaire et politique de l'impérialisme est donc ouverte. Rappelons-nous que la première défaite militaire de l'histoire de l'impérialisme fut celle du Vietnam en 1975.

L'échec d'une politique

En mars 2003, franchissant un nouveau pas dans la « guerre contre la terreur » lancée par Bush après le 11 septembre 2001, les troupes américaines, britanniques et leurs alliées ont obtenu une

rapide victoire militaire, renversé le gouvernement et le régime de Saddam Hussein, dissout l'armée locale et installé un régime colonial appuyé sur les forces armées impérialistes. Cependant, leurs espoirs d'installer un gouvernement collaborationniste solide, leur permettant de retirer rapidement une grande partie de leur contingent, ont-ils vite été démentis par la dure réalité. En effet, peu de temps après le début de l'occupation, le peuple irakien a lancé une véritable guerre de libération, une résistance qui, à travers attaques et attentats, serre de plus en plus les troupes impérialistes, les empêchant ainsi de dominer le pays.

Jusqu'ici, aucune des politiques mises en place pour renverser cette situation n'a donné des résultats : du génocide provoqué par l'occupation (des centaines de milliers de morts victimes des actions militaires, la répression, les

escadrons de la mort, la famine, le désastre sanitaire), jusqu'aux élections frauduleuses cherchant à légitimer le gouvernement fantoche de Al Maliki (soutenu par des forces politiques chiites et kurdes) ; pas plus que le fait d'impulser une guerre civile sur des bases « ethniques » et religieuses, visant à diviser le pays en trois régions autonomes, conformément au vieil axiome de l'empire anglais : « diviser pour régner ». Malgré tous ces efforts, c'est en réalité la possibilité d'une victoire de la résistance irakienne qui est posée.

L'impérialisme s'affaiblit dans toute la région

Les problèmes de l'impérialisme ne se limitent pas à ceux rencontrés en Irak. Ainsi, en 2006, un second front s'est-il ouvert suite à l'aggravation de la situation militaire en Afghanistan, où l'occupation (débutée en 2001) semblait pourtant avoir réussi à contrôler le pays. Ce changement vient prendre à contre-pied la politique de Bush, une politique qui cherchait à diminuer les troupes USA en Afghanistan et, à travers l'OTAN, transférer le poids de l'occupation sur les puissances impérialistes européennes. Or, selon les dernières informations, là aussi, la situation militaire des forces d'occupation va en s'aggravant. Par ailleurs, cette même année, la défaite de l'invasion israélienne du Liban a mis en évidence la vulnérabilité de l'Etat sioniste, dont la place de grand gendarme régional de l'impérialisme est désormais menacée.

Preuve d'un tel affaiblissement, devant

(Suite page 16)



(Suite de la page 15)

l'impossibilité d'envoyer des troupes dans d'autres régions du monde et au Liban, c'est l'ONU (par le biais de casques bleus essentiellement européens) qui a dû venir sauver la mise à Bush et à l'Etat d'Israël. On assiste à une situation similaire en Haïti ; mais ici, les « troupes auxiliaires » de l'occupation impérialiste sont celles envoyées par des gouvernements latino-américains : Bush utilise à cet effet les gouvernements de Front Populaire de la région (dont, particulièrement, celui de Lula au Brésil), dévoilant ainsi le véritable caractère d'agents de la politique impérialiste des dits gouvernements.

Des problèmes domestiques

La guerre en Irak (avec son cours défavorable) et toute la politique menée au Moyen-orient se sont retournées contre Bush tel un boomerang, se sont invitées lors des élections aux USA, générant une véritable marée populaire d'opposition et, en définitive, une flagrante défaite pour Bush. Les sondages réalisés en période électorale donnaient plus de 50% d'opinions favorables au retrait des troupes de l'Irak, cette question étant devenue en effet un des axes de la campagne. Des élections dont les résultats ont été définis, par l'intéressé lui-même, comme une déconfiture, une véritable correction à son encontre.

Bush commence ainsi à subir personnellement ce que deux de ses principaux alliés dans l'invasion de l'Irak (Aznar en Espagne, et Berlusconi en Italie) avaient subi avant lui. Dans ces deux pays, la mobilisation des masses a fini par obliger les gouvernements (Zapatero et Prodi, respectivement), à retirer leurs troupes d'Irak, même si celles envoyées en Afghanistan et au Liban y demeurent encore. Aussi, en Angleterre, Blair commence à connaître une situation semblable et qui l'a obligé à annoncer un planning de retrait de l'Irak.

S'en aller est difficile, y demeurer aussi

Il serait cependant erroné de penser que, malgré son affaiblissement évident, l'impérialisme va se contenter tranquillement d'une défaite alors que, pour lui, le contrôle du Moyen-orient revêt une importance géopolitique stratégique, cette région possédant en effet les plus grandes réserves en hydrocar-

bures du monde, quand celles-ci commencent à décliner partout.

Bush lui-même l'a souligné, le lendemain de la défaite législative du Parti Républicain : « sortir vaincus de l'Irak entraînerait des conséquences désastreuses ». Opinion partagée par l'autre grand parti impérialiste du pays, le Parti Démocrate : malgré sa large victoire électorale et l'évident message des électeurs, ce dernier ne fait aucune pression, ni rien du tout, pour un retrait immédiat. Dans cette guerre, les deux partis vont en réalité faire l'impossible pour emporter la victoire ou, au moins, pour obtenir un « match nul ». Selon cette optique, nous ne pouvons exclure le lancement d'une attaque impérialiste sur l'Iran, soit directement, soit par le biais du gendarme israélien.

Mais il y a loin des intentions aux faits. A l'heure actuelle, l'impérialisme américain n'a, dans son pays, aucune possibilité politique d'élargir son actuel contingent en Irak, pour le faire passer de 150 000 soldats aux 500 ou 600 000 qu'il lui faudrait pour pouvoir contrôler le pays. Entre autres problèmes, il doit surveiller son propre mouvement de masses et veiller à ce que, dans un avenir proche, la haine électoraliste contre la guerre ne se transforme pas en véritable et massive mobilisation.

C'est la raison pour laquelle, vis-à-vis de cette région, l'impérialisme fait preuve d'une politique à deux faces, apparemment opposées : d'un côté, il menace d'une attaque éclair (maritime ou aérienne) l'Iran, si celui-ci n'abandonne pas son programme nucléaire ; d'autre part, pour trouver une issue en Irak, il se voit obligé d'inviter le gouvernement iranien à la table de négociations. Il en ressort par ailleurs que, grâce à son soutien à l'actuel gouvernement d'occupation, le régime des ayatollahs représente une pièce maîtresse pour l'impérialisme et ses possibilités d'une issue « honorable » du bourbier irakien.

Unité pour faire face à l'occupation et ses agents

Pour l'impérialisme l'enjeu de l'Irak est crucial. Dans les conditions actuelles, une retraite représenterait une défaite, un aveu d'impuissance et un dangereux précédent qui pourrait encourager les luttes de tous les peuples du monde. L'impérialisme s'affaiblirait tout parti-

culièrement au Moyen-orient (stratégique, vu ses richesses pétrolières), une région où il fait face à d'autres situations critiques : Afghanistan, Liban, Palestine ; en outre, une telle retraite mettrait (encore davantage) à l'ordre du jour la destruction de l'Etat d'Israël.

Comme nous l'avons déjà souligné, nous ne pensons pas que l'impérialisme va se retirer « volontairement ». Dès lors, le seul moyen possible c'est la défaite, le renversement des troupes d'occupation et leurs agents collaborateurs. Pour que cette tâche puisse aboutir à une victoire, la LIT considère que l'unité de tous les Irakiens - chiïtes, sunnites et laïques - est indispensable et plus nécessaire que jamais.

Il s'agit, avant tout, de défendre l'unité territoriale de l'Irak contre la tentative de division menée par l'impérialisme et ses agents (chiïtes et kurdes) du gouvernement actuel. Aujourd'hui, la guerre de libération nationale en Irak constitue le principal face-à-face entre l'impérialisme et le mouvement de masses à l'échelle mondiale ; s'y joue, en bonne partie, la destinée de l'actuelle politique de l'impérialisme américain. Une défaite de Bush et les USA ouvrirait des conditions autrement plus favorables pour l'avancée des masses de la planète.

C'est pourquoi, à l'occasion des prochaines mobilisations, et dans le cadre de la plus large unité, la LIT (Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale) apporte son soutien inconditionnel à la lutte armée de la résistance irakienne (mais nous maintenons cependant notre critique politique envers leurs directions). Nous sommes pour la défaite militaire et politique de l'impérialisme et de ses collaborateurs irakiens, ainsi que pour leur expulsion du pays, afin qu'un Irak libre et souverain puisse voir le jour. Nous avons la même position vis-à-vis de l'occupation de l'Afghanistan. Enfin, nous pensons que comme partie indissoluble de la lutte anti-impérialiste, il faut également exiger le retrait des troupes d'occupation d'Haïti et du Liban, même si ces troupes sont originaires d'autres pays et sont déguisées en casques bleus de l'ONU.

A São Paulo, le 18 mars 2007
Le Secrétariat International de la LIT-QI